

# Préparer l'avenir de l'euro, sans plus attendre !

## Groupe de réflexion franco-allemand



***La construction de la zone euro s'est arrêtée à mi-chemin. La France et l'Allemagne doivent donc briser les tabous et impulser un nouveau dialogue sur le futur de l'Union monétaire.***

Après les querelles autour de la dette grecque et la menace d'un Grexit à l'été 2015, le débat sur l'euro s'est apaisé. La crise de l'euro ? Terminée. Les réformes les plus importantes seraient actées et il ne resterait plus qu'à les mettre en œuvre. Nombreux sont ceux qui le pensent, à Paris ou à Berlin.

Ces signes d'apaisement sont trompeurs. La Grèce n'est pas encore sortie d'affaire, et le risque d'une sortie de la zone euro demeure. Et c'est désormais la Grande-Bretagne qui menace de faire vaciller la zone euro en amont du référendum annoncé sur le maintien du pays dans l'UE (Brexit). Au sommet européen de février, Londres a réussi à obtenir des garanties pour le secteur financier britannique, sans pour autant s'engager à une solidarité avec les membres de l'Union monétaire.

Les pays de la zone euro auraient tort de croire qu'ils peuvent profiter d'un répit en attendant des jours meilleurs. Les débats suscités par le scénario d'un Grexit ou d'un Brexit montrent que les questions fondamentales sur l'avenir de l'euro ne peuvent attendre l'après-2017, l'après-élections en France et en Allemagne. S'ajoutent à cela l'enlisement des réformes dans de nombreux pays de la zone euro, le taux de chômage élevé, la croissance atone, et le fait que dans ces deux derniers domaines, la zone euro affiche des résultats inférieurs à la moyenne européenne, toujours derrière ceux des États-Unis. La prudence reste donc de mise.

*Le groupe de réflexion franco-allemand est composé de spécialistes des relations franco-allemandes et se réunit sous l'égide du Cerfa et de la fondation Genshagen.*

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-554-3

© Tous droits réservés,  
Paris, Ifri, 2016.

### Comment citer cette publication :

Groupe de réflexion franco-allemand,  
« Préparer l'avenir de l'euro, sans plus attendre ! », *Éditoriaux de l'Ifri*, 6 avril 2016.

#### Ifri

27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15  
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00  
Email : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

#### Site internet :

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)

Si les sondages montrent que le sentiment général des citoyens de la zone euro vis-à-vis de la monnaie unique est plutôt positif, beaucoup s'interrogent sur ses réels bénéfices, et ne comprennent pas pourquoi seule une petite partie des engagements pris lors de son introduction a pu être concrétisée. Pourquoi la promesse du plein-emploi et de la prospérité pour tous n'a-t-elle pas été tenue ? Pourquoi les réformes traînent-elles ? Pourquoi les règles ne sont-elles pas respectées ? La zone euro pourra-t-elle survivre à une nouvelle crise financière et bancaire ? L'épargne y est-elle vraiment en sécurité ?

Pour les experts, l'Union économique et monétaire reste aussi un projet très controversé. Elle n'a produit ni la convergence économique annoncée dans le traité de Maastricht, ni la prospérité pour tous promise par Bruxelles. Le fossé qui sépare les économies de la zone euro se creuse, et en dépit des efforts considérables de ces dernières années, le décrochage des pays d'Europe du Sud menace de se pérenniser. Le Portugal, l'Espagne, l'Italie sont sous pression : au plan financier, mais également politique.

Sur le plan économique, la France, elle aussi, bat de l'aile. Beaucoup de Français croient que la monnaie unique profite seulement à l'Allemagne. Tandis qu'en République fédérale, nombreux sont ceux qui estiment que les autres membres de la zone euro profitent de l'argent allemand, et ne font pas assez d'efforts pour venir à bout de la crise. Construction inachevée, l'Union économique et monétaire ne satisfait réellement personne.

Ces interrogations, la France et l'Allemagne doivent les prendre au sérieux, pour leur apporter des réponses. Ayant été à l'origine de l'euro, et en première ligne des efforts considérables fournis depuis 2008 pour éviter son implosion, elles ont une responsabilité commune. Paris et Berlin doivent renouer le dialogue et aborder – en incluant leurs partenaires – les questions de fond, afin de définir des objectifs clairs pour sortir l'UEM renforcée de la crise.

Or, au lieu de parler ouvertement des problèmes – dus en partie aux insuffisances de la gouvernance de la zone euro, mais aussi aux choix politiques de Paris et Berlin –, les deux capitales tentent de gagner du temps, et renvoient à 2017 les problèmes structurels et le lancement de nouvelles réformes. Agissant ainsi, les deux pays manquent à leur

rôle historique de pionnier de l'intégration, s'effacent comme « moteur », et encourent de sérieux risques.

Au premier chef celui d'une « défaillance technique » en Grèce, mais aussi le risque d'une incompréhension croissante au sein de la relation franco-allemande, et dans des populations de plus en plus sceptiques. Et le mauvais calcul pourrait se solder par un retour de bâton cuisant lors des élections de 2017.

### **Imaginer et organiser l'avenir**

Face à ce danger, le groupe de réflexion franco-allemand appelle Paris et Berlin à reprendre le dialogue sur l'avenir de la zone euro. Contributions franco-allemandes ou réformes proposées par les institutions européennes : les analyses et pistes d'action ne manquent pas.

Pour que l'Union monétaire fonctionne à moyen terme, on distingue, pour simplifier, deux options.

Première option : plus d'intégration sur la voie d'une réelle Union monétaire, avec comme corollaire des politiques communes : budgétaire, fiscale, économique et éventuellement sociale. Un tel « saut quantique » mènerait à une union politique, et nécessiterait la création d'un gouvernement économique européen. Concrètement, cela signifie par exemple que la zone euro serait dotée d'une capacité budgétaire propre, d'un parlement et d'un ministère des Finances. De nouveaux mécanismes pour fonder la légitimité démocratique seraient également nécessaires.

Il faut cependant comprendre qu'il est inconcevable de renforcer la solidarité financière et le partage des risques sans transfert de souveraineté au profit de l'UE, et sans strict respect des règles communes. Ces deux dimensions de l'approfondissement sont indissociables, et cette option ne peut être envisagée que si l'ensemble des membres s'engage à respecter les deux volets d'une intégration renforcée.

Deuxième option : on peut envisager un modèle décentralisé, c'est-à-dire moins d'intégration. Un retour à davantage de subsidiarité en

matière de politique financière et économique augmenterait la marge de manœuvre propre des États membres de la zone euro, ainsi que leur responsabilité individuelle. La solidarité financière entre membres de la zone euro serait, dans cette hypothèse, limitée.

Il faudrait dès lors adapter le Mécanisme européen de stabilité (MES), par exemple en augmentant la contribution des investisseurs privés, et définir de nouveaux mécanismes de restructuration des dettes souveraines. Ceci nécessiterait d'inclure une procédure d'insolvabilité pour les États en détresse financière. Dans la logique d'un tel modèle, le danger d'une sortie de l'euro renforcerait la discipline et la convergence.

Dans les deux cas – plus d'intégration ou plus de subsidiarité –, certains membres pourraient être amenés à quitter la zone euro, soit pour rester volontairement en dehors d'un processus d'intégration qu'ils estimeraient trop poussé dans le premier cas, soit parce qu'ils ne parviendraient pas à se maintenir dans la zone euro dans le deuxième.

Dans sa forme actuelle, l'UEM n'y est cependant pas préparée. Ainsi que l'ont rappelé les gouverneurs des banques centrales française et allemande, François Villeroy de Galhau et Jens Weidmann, elle ne dispose pas des mécanismes permettant de rétablir l'équilibre entre responsabilité et contrôle. Les deux options exposées plus haut permettraient ce rééquilibrage. Mais certainement pas l'entre-deux actuel.

Ce qui fait défaut à la zone euro, c'est la volonté politique de nommer ouvertement ces options et les défis qui en découlent, et partant de sacrifier aussi quelques vaches sacrées. La liste des thèmes est longue : on n'en nommera ici que quelques-uns.

- ▀ Que se passera-t-il si la Grèce échoue de nouveau, un quatrième plan d'aide est-il envisageable ?
- ▀ Qu'arrivera-t-il si des populistes et adversaires de l'euro arrivent au pouvoir dans un grand État membre de la zone euro ?
- ▀ Quelles seraient les conséquences d'un Brexit pour la zone euro ?

- Une Union monétaire peut-elle seulement survivre sans ciment politique et sans solidarité financière ?

La gestion de l'Euro doit-elle s'opérer au niveau central des institutions européennes (en premier lieu la Banque centrale européenne et la Commission), ou faut-il redonner aux membres un plus grand pouvoir de décision – y compris celui de sortir de la zone euro ?

Il incombe à la France et l'Allemagne de montrer le chemin à suivre. Si elles y renoncent, elles risquent de laisser les adversaires de l'UE et de l'euro s'emparer de ces thèmes, et mettre en danger les acquis. Il est donc plus que temps que Paris et Berlin renouent le dialogue, définissent des objectifs clairs et incluent leurs partenaires dans cette réflexion - au premier rang desquels des pays comme l'Italie ou l'Espagne, qui se sont déjà exprimés en faveur d'une coopération constructive.